23 octobre 2003

Point de presse de M. Jean Charest, premier ministre

[M. Charest: Je vais vous faire une longue déclaration. J'ai eu l'occasion de rencontrer cet après-midi le premier ministre élu de l'Ontario, M. McGuinty. Évidemment, ils sont en transition, eux, alors ils sont en plein dans le milieu de la planification et la mise en place du nouveau gouvernement qui sera assermenté jeudi, la journée même où les premiers ministres seront appelés à venir sur Québec; ils arrivent en soirée pour la plupart et seront là le lendemain.

Donc, ça a été l'occasion pour nous de discuter d'un certain nombre de dossiers, d'abord la relation Québec-Ontario, qui est une relation très importante. On fait pour 60000000000 \$ d'affaires par année ensemble, alors c'est une relation qui est de premier niveau pour nous, évidemment, et on va en profiter, avec l'élection de deux nouveaux gouvernements, pour aborder l'ensemble de nos relations. Il y a des ententes-cadres qui ont été signées, la première, je pense, en 1989 ou dans les années quatre-vingt, renouvelée en 1994, mais il n'y a pas eu beaucoup de mouvement depuis ce temps-là.

En plus, on a discuté de dossiers plus pointus: le dossier de l'énergie, où l'Ontario a des demandes, a des besoins qui sont très importants – alors, évidemment, on va être à l'écoute, mais on s'est entendus pour qu'ils nous reviennent là-dessus. Il y a le dossier de la main-d'oeuvre et la mobilité de la main-d'oeuvre qui est un dossier très important, entre autres pour l'Outaouais. Et, là-dessus, on s'est entendus mutuellement pour mandater nos ministres du Travail. Moi, j'en ai un ministre du Travail; lui en aura un à partir de jeudi, dès qu'il l'aura assermenté. Et dès que la nouvelle personne assumera ses responsabilités, bien, ils seront appelés à travailler ensemble pour faire avancer le dossier pour qu'on puisse avoir davantage de mobilité de main-d'oeuvre pour les deux, mais surtout pour la région de l'Outaouais.

Finalement, il y a le dossier du Conseil de la fédération. Comme c'est une année exceptionnelle sur le plan électoral, là – il y a des élections demain à Terre-Neuve-Labrador; il y a des élections en Saskatchewan le 5 novembre; un nouveau gouvernement ontarien assermenté jeudi – on a décidé de diviser l'agenda de vendredi en deux: la première partie sur le Conseil de la fédération, on va faire avancer les discussions, mais on ne sera pas en mesure de conclure, vu les absences; et la deuxième partie de notre réunion sera consacrée à la réunion que nous aurons au mois de novembre, le 16 novembre, avec Paul Martin. Alors, on a discuté de tout ça.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] On procède dans l'ordre avec la réorganisation. On a fait, nous, à l'interne, une première étape, là, en faisant l'inventaire, en revoyant nos façons de fonctionner, en annonçant les grands travaux. On va procéder éventuellement par des travaux parlementaires. Mais c'est... remarquez, là, c'est très gros ce qu'on propose. Il y a beaucoup de questions qui seront abordées. Alors, les commissions parlementaires seront mises à contribution, il n'y a pas de doute là-dessus. Maintenant, il s'agit qu'on procède par étapes.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Bien, on verra à ce moment-là. Vous savez, ça dépend... il y a des ministres qui sont

responsables de leurs dossiers, ils sont porteurs de cela. Nous, on est dans un système parlementaire où ce sont les ministres qui sont les responsables de leurs dossiers respectifs. S'il y a des dossiers qui me touchent plus particulièrement, bien, évidemment on verra à ce moment-là.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Bien, je n'ai pas vu la motion encore. Puis, j'ai appris depuis longtemps à l'Assemblée nationale à lire les libellés de motions avant de me prononcer.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] C'est une affaire continue, là, ce n'est pas une affaire linéaire dans le sens où tout arrive à une date entendue puis ensuite tous les changements ont lieu pour telle date. L'État québécois, c'est quand même une entreprise, une institution d'envergure. Alors, on va procéder au 30 décembre à une première étape, là, où il y aura des rapports qui seront remis par les comités de pilotage, puis ensuite, on va procéder selon les secteurs. Mais ça va être assez élaboré comme exercice puisque ça touche toutes sortes de domaines d'activité. Et on aura le budget au printemps, mais ça va continuer au-delà du budget aussi parce que tout ça ne va pas s'opérer, comme je le disais, d'un seul coup, là. Bien sûr, la première année est importante parce qu'on va avancer sur bien des choses, mais après ça, on va y aller graduellement, puis on veut y aller dans l'ordre puis on est sensibles aux leçons qu'on a tirées du passé, alors que le gouvernement précédent avait fait des changements assez importants rapidement, et ça a causé un certain nombre de problèmes par la suite. Alors, on veut essayer d'être sensibles à cela et de faire en sorte qu'on puisse livrer ça dans l'ordre.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Le mandat au complet, ce serait, je pense, peut-être un peu long, mais il y a des choses qui vont se faire graduellement. Et il ne s'agit pas de tout livrer d'un coup sec, ce serait impossible de le faire. Il y a des changements qui vont être faits graduellement.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Bien, il y a la question de démocratie municipale qui est à l'ordre du jour évidemment, il y a les questions qui touchent l'organisation du travail dans le réseau de la santé, ça aussi, c'est important de toucher à cela parce qu'il y a là un enjeu qui touche très directement la qualité des services que les citoyens du Québec reçoivent, entre autres les personnes qui ont des services de soins de santé, il y a la question de l'organisation du réseau de la santé, la santé demeure évidemment notre première priorité, tout ce qui touche le réseau de la santé, pour nous c'est très important.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Non, pas du tout. Les journalistes, vous le savez, des fois, posent des questions dans le but de provoquer des réactions. Vous, ça ne vous arrive pas, mais quand je vais en Ontario, je vois ça souvent et... Juste pour que vous le sachiez, là, parce que vous allez peut-être être avec eux, des fois, puis ils vont faire ça, des fois, ils le font en anglais, des fois, ils le font en français. Ils disent des choses incroyables, puis après ça ils s'attendent à ce qu'on... ils regardent voir si on va réagir, on va

faire quelque chose. Vous avez dû remarquer, hein, je n'ai pas réagi, hein, je n'ai pas réagi, je n'ai pas dit un mot. Vous étiez contents, hein? Moi aussi, j'étais content.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Non. Non, non, ce genre de déclaration là ne me fait pas réagir parce que c'est faux, puis, ces choses-là, il y a des gens qui vont dire ça, hein, puis il n'y a pas juste les journalistes, il y a d'autres personnes qui vont essayer de dire des choses comme ça. Il reste qu'au Québec on a un contexte dont les Québécois sont assez informés, ils le vivent à tous les jours, où on a les citoyens les plus taxés en Amérique du Nord, on a un gouvernement qui est lourd à opérer, qui a besoin d'être revu et changé. C'est en plein le sens du mandat qu'on a reçu. On a aussi un État endetté. Alors, là-dessus aussi... Et on a un gouvernement qui s'est éparpillé partout dans toutes sortes de domaines. Alors, tu sais, quand on cherche à faire des comparaisons, il faut faire très attention.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] L'impression que j'ai laissée, c'est celle qu'ils ont captée puis reçue le 14 avril, puis qu'ils nous ont laissée et qui n'est pas juste le fruit d'une journée, là. Je sais que je parle beaucoup du 14 avril, mais, le 14 avril, c'est précédé de cinq ans de travail sur le terrain que le Parti libéral du Québec a fait, que j'ai fait dans les régions à sillonner, à rencontrer les groupes, là, c'est cinq ans de travail, là, qui culminait finalement cette journée-là dans ce qu'on avait de proposé. Alors, ce qu'on présente, là, c'est vraiment le reflet de ce que les Québécois nous ont présenté comme volonté de changement sur une période de cinq ans. Alors là-dessus, on est très confiants de ce qu'on entreprend, puis on sait que ce n'est pas facile, mais on va le réussir, parce que c'est exactement le sens du mandat que souhaitent les Québécois, puis c'est ce que vous souhaitez aussi.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Il faut faire attention à qui vous dessinez le consensus. C'est comme invoquer la solidarité, hein, quand votre adversaire politique – j'ai vu ça de temps en temps – dit: Il faut être solidaires. Ce n'est pas parce qu'il a l'intention d'adopter votre point de vue, à vous, hein. Quand les gens parlent de consensus, comme mot, pour essayer de dire: Je ne suis pas d'accord avec vous, il faut faire attention. Il y a la population, il y a la classe moyenne aussi au Québec. Nous, on avait beaucoup en tête, puis on l'a toujours, cette classe moyenne qui est beaucoup taxée actuellement, qui ne reçoit pas les services qu'ils devraient recevoir et qui méritent mieux. Et on s'est fixé, nous autres, comme mandat de leur livrer un gouvernement qui va être plus efficace, qui va mettre l'accent sur des missions essentielles de santé et d'éducation, qui va mettre de l'ordre dans les finances publiques. Moi, je ne trouve pas ça acceptable, au Québec, que l'État soit toujours à l'ultime limite de son budget, plus taxé, plus endetté, les services ne sont pas livrés puis le budget est toujours étiré, là, tiens, au coton, là, on est au maximum, là, année après année, après année. Moi, je veux revenir à une situation où on aura des marges de manoeuvre, où on va pouvoir fonctionner adéquatement. Bien, qu'on arrête de blâmer les autres, qu'on fasse les affaires dans notre cour, que les autres assument leurs responsabilités. On s'en va vers un changement qui reflète ce que les Québécois veulent. [Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Non, ils n'ont pas raison d'avoir peur. Au contraire, je pense qu'ils savent très bien qu'au Québec il n'y a jamais puis il n'y a pas... Ce gouvernement là n'est pas antisyndical, ne l'a jamais été. Ça ne fait pas partie de notre discours, pas plus qu'envers la fonction publique où on a toujours eu

un discours très valorisant pour la fonction publique québécoise, parce qu'on y croit. On sait à quel point c'est important. Mais le changement, lui, nous attend puis je pense que c'est très important de tenir acte de ce qui s'est passé le 14 avril, de tout le travail qu'on a fait avant puis qu'on puisse entreprendre le changement ensemble.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Pardon! Mais ils vont sans doute exprimer leur point de vue. Ça, je n'ai pas besoin de les encourager à le faire, ils ont l'habitude de se défendre puis d'exprimer leur point de vue. Mais quand arrivent, finalement, les décisions de gouvernement, c'est l'intérêt des citoyens du Québec qui doit primer puis, entre autres, de cette classe moyenne qui est au centre de nos préoccupations.